



26 janvier 2017

Philippe Martinez, Secrétaire Général de la CGT, rencontre les personnels de la Recherche,

en lien avec les syndicats CGT des établissements du Plateau de Saclay et de l'Université Paris Sud.

Une réunion publique sur les enjeux et les moyens de la Recherche, les statuts et les conditions de travail des personnels, se tiendra à 14h30 à l'auditorium Irène et Frédéric Joliot-Curie Bâtiment 100 - Campus d'Orsay

La CGT considère la Recherche comme un atout déterminant pour la reconquête industrielle dans notre pays mais aussi pour répondre aux énormes enjeux sociaux et environnementaux, et pour faire avancer les connaissances. La CGT est présente aussi bien dans le secteur public d'enseignement supérieur et de recherche que dans les centres de recherche industriels.

Nous observons que depuis des années la recherche est malmenée et se dégrade dans notre pays. Le secteur public de l'enseignement supérieur et de la recherche est de plus en plus confronté à des budgets qui diminuent, à des restrictions notables d'effectifs et à la mise en place de financements de plus en plus orientés sur des projets de court-terme. Les conséquences vont de la mise en difficulté des organismes jusqu'à une précarité galopante des personnels, en passant par une course stérile aux financements externes. La complexification du paysage de la recherche et la multiplication des sur-structures de management génèrent aussi une opacité et une désoptimisation qui détruisent la cohérence nationale des activités scientifiques et dégradent l'activité.

Dans le même temps, les dépenses de Recherche propres aux entreprises sont en régression en dépit de la mise en place de politiques d'incitation financière exorbitantes.

L'individualisation et la mise en concurrence, méthodes de

management désastreuses, se généralisent au détriment de vraies coopérations.

La CGT revendique que l'effort de Recherche soit porté à 3% du PIB, avec une augmentation des financements récurrents, un développement de l'emploi pérenne et la résorption de la précarité, une autre utilisation de l'enveloppe dédiée aux aides aux entreprises dont le Crédit impôt Recherche (CIR).

La CGT a condamné nombre des déménagements imposés vers le plateau de Saclay, qui ont généré beaucoup de frais et de désorganisations. Moyens qui auraient mieux été utilisés dans des programmes de recherche. Déménagements basés sur l'illusion technocratique d'une masse critique géographique en contradiction avec les connexions multipolaires de la recherche. S'ajoute à cela le regroupement des activités d'enseignement supérieur et de recherche au sein des communautés d'universités et d'établissements (ComUE) qui régionalise le service public alors que lui sont assignés des objectifs internationaux.

Aujourd'hui le regroupement sur Saclay / Palaiseau / Orsay existe en partie et la mise en place de la ComUE Université Paris-Saclay et son développement sont en marche. La CGT revendique que les conditions de travail et de transports, ainsi que les services publics de proximité, soient à la hauteur de l'afflux d'organismes, ce qui est loin d'être le cas.

L'aménagement du plateau

L'arrivée telle qu'annoncée de milliers de salariés et chercheurs nécessite une réponse aux besoins à la hauteur des ambitions affichées pour le développement de ce cluster.

Logements, transports, santé, éducation, services publics, eau... autant de besoins qui pour l'instant restent en suspens.

Pour exemple, les annonces faites en termes de transports sont loin d'y répondre, tout comme la volonté de construire un nouvel hôpital sur le Plateau mais en fermant trois autres, ne répondront pas non plus à ces besoins toujours grandissants.

L'ensemble des syndicats présents sur ce territoire réfléchissent

à une réponse intégrant environnement, besoins sociaux et développement d'une recherche au service de l'intérêt général.

Mais une réponse prend en compte tout un ensemble de sous-traitances répondant aux besoins des entreprises en termes de « facilities management » mais souvent génératrices de précarité.

Comment être la CGT de tous, utile et force de convergences revendicatives portant l'exigence d'un égal traitement social de l'ensemble des salarié-e-s de ce Plateau ?

Un aménagement destructeur de terres agricoles

Le Plateau de Saclay, ce sont 400 hectares d'excellentes terres agricoles qui ont été ou seront détruites. Ce sont ici, aux portes de Paris, des sols très productifs artificialisés, capables de produire 90 à 100 quintaux de blé par hectare.

Même l'Inra et AgroParisTech, qui ont besoin de terrains pour mener leurs recherches en conditions réelles de terrain, n'ont obtenu aucune surface d'expérimentation sur les terrains du Plateau de Saclay, dans le cadre de ce projet qu'on présente pourtant comme extrêmement ambitieux pour cette recherche, en particulier pour les ambitions agro-écologiques.

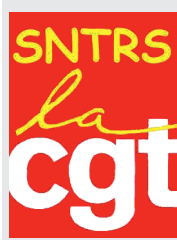
Le marché pour le BTP s'élève à 4 à 5 milliards d'euros, les partenariats public-privé avec le public locataire au prix fort pendant des décennies se multiplient. Quel retour sur investissement et pour qui ?

L'écho des établissements



AGRO PARISTECH (SYAC)

AgroParisTech est une école d'ingénieurs du Ministère de l'Agriculture, présente sur 8 sites en Métropole et en Guyane. Le déménagement sur le Plateau de Saclay concerne les 4 sites parisiens soient plus de 500 personnels (Enseignants et ITA) et plus de 2000 étudiants. Soit une partie importante du potentiel d'enseignement et de recherche. Auxquels il faut rajouter nos collègues de l'INRA. Jamais dans l'histoire de l'école nous n'avons subi des réformes et organisé un déménagement d'une telle ampleur, dans une période de contrainte budgétaire et de nombreux départs en retraite. Comme la CGT INRA, la section CGT d'AgroParisTech se bat pour l'obtention de garanties collectives pour les personnels, qu'ils suivent l'école sur le Plateau de Saclay ou non.



CNRS VALLEE

3000 agents CNRS sont concernés par le projet Saclay. Lors de fusions de laboratoires imposées par « Saclay », des agents ont été obligés de candidater sur leur propre poste afin de garder leurs fonctions ; d'autres se sont vus imposer de nouvelles fiches de poste, avec des missions ne correspondant pas à leur qualification... Le CNRS incite les laboratoires à demander des postes mutualisés avec au moins un autre laboratoire (politique nationale). Les appels d'offre sur des projets non-impulsés par les chercheurs se multiplient, au détriment d'une politique scientifique nationale. NON, les agents n'ont rien à gagner dans le projet Saclay, et risquent même de voir leur statut attaqué, y compris celui de chercheur à temps plein.



CEA

Le CEA (Commissariat à l'Énergie Atomique) de Saclay exerce ses activités dans des domaines tels que l'énergie nucléaire, les sciences du vivant, les sciences de la matière, le climat et l'environnement, la recherche technologique et l'enseignement. Plus de 6000 personnes y travaillent. Il est regrettable et dommageable que la direction conjugue l'aménagement du Plateau de Saclay avec la suppression de 26 lignes de cars d'entreprise. Cette suppression a un impact d'une part sur les conditions de travail et la vie personnelle des salariés du CEA et plus particulièrement sur les salariés en situation précaire, d'autre part sur le trafic routier qui est saturé. Un grand nombre d'étudiants n'a plus de moyens de transport satisfaisants pour se rendre sur le Plateau de Saclay. On assiste ainsi à une baisse notable de candidatures d'étudiants.



ECOLE POLYTECHNIQUE/ INSTITUT D'OPTIQUE/ ENSTA

Le président de l'Ecole Polytechnique souhaite poursuivre pour l'Ecole « une stratégie de croissance et de développement de sa marque pour accroître sa part de marché des meilleurs étudiants internationaux en science et en technologie ». Une telle marchandisation de l'enseignement supérieur et de la recherche est à l'œuvre dans tous les établissements et elle est une des raisons d'être de la future université Paris-Saclay. Cette évolution, imposée par des cercles de décision de plus en plus éloignés du personnel, est en contradiction avec l'esprit de service public qui anime la plupart des agents. Elle conduit également à une forte dégradation des conditions de travail.



DANONE RESEARCH

Le groupe Danone (chiffre d'affaire de 22.4 Mds d'euros en 2015) a un centre de R&D à Palaiseau. Cet acteur majeur de la R&D du groupe a subi une politique de gain de productivité et de baisse des effectifs CDI de -21% en 5 ans. Depuis 2015, les effectifs augmentent mais essentiellement au profit de contrats précaires. A noter également, un fort taux de sous-traitant (20%) même dans les activités de Recherche. Une expertise sur les Risques Psychosociaux a été votée par le CHSCT, mais est contestée par la direction qui a assigné le CHSCT au tribunal de grande instance d'Evry (Audience le 10 janvier 2017).



ECOLE CENTRALE SUPELEC

Centrale Supélec est une école d'ingénieurs créée en 2015, issue de la fusion de l'Ecole Centrale Paris, établissement public et de l'Ecole supérieure d'électricité Supélec, établissement privé. Ce grand établissement public est désormais composé de plus de 75% de personnels contractuels. Son campus de Châtenay-Malabry déménagera en septembre 2017 sur le Plateau de Saclay, dans deux nouveaux bâtiments dont un construit en Partenariat Public Privé (PPP). Ce déménagement, c'est le déplacement forcé de 2500 étudiants, 500 personnels. Et c'est un coût important pour l'établissement : un coût de transfert pour commencer puis des frais récurrents supplémentaires liés au PPP.



EDF R&D

EDF R&D est une Direction d'EDF qui travaille dans tous les domaines de recherche appliquée à l'électricité : production, transport, distribution et usages. Son établissement de Clamart vient de déménager à Palaiseau avec 1000 salariés EDF dont 700 ingénieur-chercheurs contre l'avis majoritaire du personnel auxquels s'ajoutent environ 200 prestataires.

En parallèle au fait que les programmes de recherche moyen et long termes d'EDF se réduisent dangereusement au profit de demandes court terme, dans le cadre des suppressions d'effectifs à EDF, la direction prévoit une baisse considérable des moyens affectés à Recherche à EDF : -20 % en 4 ans.



HEC JOUY

Une CGT et arrivée en tête aux premières élections en décembre 2016

L'École des Hautes Études Commerciales (HEC) a changé de statut : elle quitte le statut d'école consulaire pour basculer dans le secteur privé. Elle relève désormais de la convention collective de l'enseignement privé indépendant. C'est le SNPEFP CGT (syndicat de la FERC) qui syndique les personnels de cette école. La mobilisation des militant-e-s et des personnels a permis à la CGT de présenter une liste complète aux élections professionnelles qui se sont tenues le 8 décembre 2016, avec des représentant-e-s pour tous les collèges et tous les personnels (de statut privé ou en détachement). La CGT est arrivée en tête avec 42% des voix, loin devant les autres syndicats (CFTC à 23% ; UNSA à 18% ; CFDT à 18%) et a obtenu la majorité des sièges en CE et en DP.



INRA

La direction de l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA) a décidé d'être membre fondateur de l'Université Paris-Saclay avec la volonté d'y construire un campus commun avec AgroParisTech. Plus d'un millier de salariés sont concernés, soit directement par un déménagement imposé de 13 unités (363 titulaires et 128 non titulaires) incluant la liquidation du site de Grignon, soit par l'inclusion de leurs unités dans le périmètre de l'UPSay. Une partie importante des personnels refusent d'aller sur Saclay et la CGT combat pour qu'un maximum de garanties leur soient données, via un plan exceptionnel de mobilité collective. Ce projet impacte aussi l'ensemble de l'INRA via un gouffre financier pour le financement (20 millions d'euros au départ, puis 2.5 millions par an sur 27 ans !).



INRIA

Inria est comme le CNRS un organisme public, il est dédié à la recherche dans le domaine du numérique et compte environ 2700 personnes. L'un de ses huit centres a été implanté à Saclay dans divers locaux. Le siège de l'organisme, à Rocquencourt depuis 1967, doit aussi y déménager à plus ou moins brève échéance. La politique de réduction des dépenses publiques se traduit en particulier par une compression des effectifs de support à la recherche et la création de services uniques mutualisés. Le SNTRS-CGT agit dans toutes les instances de l'Inria et avec les personnels pour la création d'emplois statutaires, l'augmentation des rémunérations et l'amélioration des conditions de travail.



ONERA

L'ONERA est l'établissement public de recherche dans le domaine de l'aérospatiale. C'est un des établissements fondateurs de la COMUE. Sur un effectif global de 2000 salariés, 1200 travaillent dans les 3 centres d'Île de France dont un installé dans le fort de Palaiseau depuis 1947. Un Contrat d'Objectif et de Performance a été signé entre la direction et la tutelle (ministère de la défense), ce contrat prévoit une stagnation de la subvention à un faible niveau et la poursuite de la réduction d'effectifs. Dans le cadre de ce COP une réorganisation globale de l'entreprise est en cours. Par la suite, la fermeture des centres de Châtillon et Meudon, avec l'abandon de souffleries expérimentales, est envisagée avec transfert des équipes à Palaiseau et sur le site de Polytechnique/ENSTA. Lors des dernières élections, la CGT a obtenu 22% des suffrages en Île de France.



SOFRADIR

Sofradir Palaiseau, fabricant de détecteurs infrarouge, issu de la cession des labos Safran Argenteuil / Thales Palaiseau, est arrivé en 2013. Depuis Palaiseau, la CGT s'est implantée dans le centre de Grenoble et fait partager ses valeurs.

Dans un contexte de démarrage d'activités et malgré un marché favorable, nos soucis sont :

- Implantation lointaine et enclavée,
- Gestion dictée par les dividendes (turn-over important, burnout, manque de moyens, RPS).



THALES

Thales Research and Technology France (TRT-Fr), ex-Laboratoire Central de Recherche (LCR) de Thomson-CSF basé sur le campus de l'école polytechnique est le principal centre de recherche de Thales et constitue une passerelle privilégiée entre le monde scientifique académique et le Groupe Thales. Faire le lien entre les avancées des recherches et les besoins des unités opérationnelles, préparer des démonstrateurs pertinents, exploiter les technologies nouvelles dans les systèmes et produits de Thales, tels sont les enjeux et missions de TRT-Fr. Le site de Palaiseau accueille également l'UMR (unité mixte de recherche Thales-CNRS) ainsi que le 3-5lab (Thales-CEA-Nokia).



UNIVERSITE PARIS SUD

Le projet d'université cible, porté par la ComUE, implique une intégration/fusion des universités Paris Sud et de Versailles Saint Quentin (et vraisemblablement à terme, celle d'Évry) dans l'Université Paris-Saclay. Cette fusion des universités aura les mêmes conséquences néfastes pour les personnels que ce qu'il s'est passé lors de la fusion des universités d'Aix-Marseille, Bordeaux ou Grenoble (dégradation des conditions de travail, restructuration et économies d'échelles, perte de sens de nos missions de service public, éloignement des instances de direction, etc.). Ce processus de fusion, s'accompagnant de la mise en place d'une «gouvernance resserrée» pour l'ensemble des établissements actuels de la ComUE Université Paris-Saclay, intégration rapide ordonnée par l'État, aura également pour conséquences la fin de toute démocratie universitaire. Cette restructuration majeure est emblématique de la fin programmée d'un service public national d'ESR que nous voulons démocratique et émancipateur.

LES UNIONS LOCALES CGT DE MASSY ET DES ULIS



Pour le bon fonctionnement de tous les organismes de recherche du Plateau, des milliers de salariés dans les activités support (nettoyage, bâtiment, restauration, informatique, accueil, communication, logistique...), plus ou moins intégrées aux centres, plus ou moins protégés, sont également présents, indispensables et souvent oubliés. Ils disposent parfois de syndicat CGT dans leur entreprise mais les deux Unions Locales CGT qui couvrent le Plateau, tout en étant un lien avec les sections syndicales locales, sont aussi un lieu d'accueil pour les salariés isolés.

L'UL des Ulis à l'Ouest (ZA Courtabœuf 3 av. des Indes - BP 118 - 91944 Les Ulis - 01 69 07 32 48)

et l'UL de Massy à l'Est (14 chemin des femmes 91300 Massy - 01 69 32 15 76).

Les Unions Locales sont aussi le lieu où se créent les convergences entre les syndicats. La formation syndicale qui y est dispensée permet à tous les syndiqués, qu'ils soient issus de syndicats, de sections syndicales ou isolés, d'acquérir des bases solides pour faire vivre leurs revendications propres. C'est aussi dans les Unions Locales que la dynamique des actions nationales est impulsée.